

**ENTRETIEN AVEC MONSIEUR LE MINISTRE ET ANCIEN CHEF DE LA
DIPLOMATIE DE LA REPUBLIQUE FRANÇAIS : Mchel JOBERT**

QUESTIONS PREPAREES ET ENTRETIEN CONDUIT PAR LE :

Dr. Abdallah GABSI

« LE MAGHREB SE FERA (PEUT ÊTRE) MAIS DANS LA DIVERSITE »

Enseignant Chercheur à Toulouse

Originaire de la ville d'Hammamet (Tunisie)

Docteur en Droit International et Européen

Docteur en Aménagement de l'Espace, Urbanisme.

Docteur en Gestion.

**Docteur d'Etat en Sciences économiques : Economie internationale
et Economie du Tourisme.**

Cet Entretien avec Monsieur le Ministre Michel JOBERT - Politique internationale a été conçu et conduit par le Dr. GABSI Abdallah (1987) et publié dans le Quotidien national dans la République tunisienne « *Le Temps* » du Vendredi 22 mai 1987, p. 6.

Michel Jobert : «Le Maghreb se fera (peut-être) mais dans la diversité»

Entretien conduit par Abdallah Gabsi



Michel Jobert : «Je ne me suis jamais séparé de la perspective maghrébine»

Notre ami Abdallah Gabsi, Docteur en urbanisme et aménagement et Docteur en droit (études internationales et européennes), auteur notamment d'une thèse sur les relations C.E.E-Maghreb et enseignant à l'université de Toulouse-Le Mirail où il collabore à la rédaction de la revue «Horizons Maghrébins», qui regroupe un collectif de chercheurs tunisiens, algériens et marocains autour de la problématique de l'édification d'un Maghreb uni... Abdallah Gabsi, donc, a réalisé cet entretien avec le diplomate et homme politique français Michel Jobert, auteur d'un beau livre paru en 1985 : «Le Maghreb à l'ombre de ses mains» et se disant «le plus Français des Maghrébins et le plus Maghrébin des Français».

L'entretien qui, a porté essentiellement sur l'idée du Maghreb, a aussi évoqué certaines questions des relations internationales et notamment la question du Moyen-Orient et des relations Euro-Arabs. Notons enfin que «Le Temps» publie cet entretien conjointement avec la revue «Horizons Maghrébins (N.9-10/Hiver-Printemps 1987).

Commentaire Réponses

Le problème sud-africain est appelé à dominer encore et pour longtemps la scène mondiale et particulièrement l'Afrique australe. Les réponses à la répression que les blancs veulent de plus en plus dur, s'échelonnent de l'aveu de l'expulsion de la voûte piégée qui a causé la mort de trois policiers blancs à Johannesburg s'inscrit dans cette lignée. Elle souligne avec force la détermination des noirs à ne pas céder aux lalls accomplis que le régime de Pretoria organise successivement et péniblement pour rendre irréversible le honteux système d'apartheid dont souffrent les dizaines de millions de noirs et autres gens de couleurs. Il est dans les traditions du régime de Pretoria de rendre l'African National Congress responsable de toutes les opérations de résistance menées en Afrique du Sud, et l'attentat à la volière piégée de Johannesburg ne peut pas échapper à la règle. Et comme à l'ordinaire et en pareille circonstance, les autorités sud-africaines s'évertuent à rappeler que le siège de l'ANC se trouve à Lusaka, capitale de la Zambie qui fait partie des pays de la lignée du front. C'est assez pour comprendre que ce pays doit s'attendre à de «représailles» de la part de l'aviation militaire de Pretoria. Les attaques, représentées et contre-représailles constituent une réalité qui doit amener les tenants de l'apartheid à imaginer les solutions qu'il faut pour mettre

avant eux n'autorisant aucun gaspillage de forces, aucune concurrence suicidaire, aucune compédition de «puissance». Le temps perdu l'est dramatiquement. A l'échelle de chaque Etat maghrébin n'est que possible, c'est possible. Mais tout s'exécute de nos jours comme s'il n'existait pas.

Les discours en faveur de la construction du Maghreb datent de l'indépendance des trois pays. Si, après 30 ans de «croissance tranquille», cette entité n'avait encore de Maghreb que le nom, cette situation, conditionnée par la crise qui s'avère durable, ne risque-t-elle pas de relever encore longtemps du mythe ?

Crisis ou pas, c'est ma conviction ! La «croissance tranquille» des Etats du Maghreb est elle, une notion qui n'est que le fruit d'un gouvernement qui courront après elle, affirmant l'avoir capturée ! C'est justement l'acuité des difficultés économiques, difficiles à nier, qui légitime un effort de conjonction entre les pays, à la fois pour organiser leurs relations extérieures et résister aux pressions comme à l'adversité ou aux rigueurs du temps. Vous croyez que la «crise» interdite l'émergence d'une conjonction maghrébine ? Je crois, moi, que c'est tout le contraire. Evidemment, votre analyse est, en apparence, plus rassurante.

Les économies des trois pays d'Afrique du Nord sont en situation de concurrence et non de complémentarité. Les taux de échanges commerciaux inter-pays maghrébins est de 1%.

L'intégration commerciale vous paraît-elle ainsi possible ?

Voilà question montre que vous êtes la victime du «tout ou rien». Ceux qui rêvent d'un Maghreb unitaire et complet «ul survient», un beau matin, comme un bel oiseau du jour sont victimes d'une illusion d'optique. Cela ne sera jamais. C'était le rêve de la Conférence de Tanger, celui de l'unité institutionnelle, avec étages et tour centrale, constituait un tour formé. Cela, c'est en effet le mythe. Et les chiffres et faits que vous citez le montrent bien ! Oui, les économies ne sont pas complémentaires mais concurrentes. Oui, les échanges inter-maghrébins sont désespérément bas. Et vous parlez d'intégration commerciale ! Elle ne se décrète pas. Mais chaque jour, il est possible de faire mieux, avec opiniâtreté. Oui, le Maghreb intégré est un mythe, mais une conjonction maghrébine est possible,

modestement, et parfaitement. Mais le veut-on ? Voilà mon allumage et mon interrogatoire. Essayez donc d'aller, par la route ou le train, de Tunis à Rabat. Pourqu'il ces contrôles absurdes, ces univers clos, ces familles séparées ?

Les différences de régimes politiques de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc, mais aussi de la Libye, est de la Mauritanie, qui, selon Ahmed Tajmoum, un personnage de

Pardonnez-moi d'être ironique. Evidemment, s'il n'y avait au Maghreb qu'un seul peuple, un seul parti, un seul chef, le Maghreb uni existerait. Il n'y aurait éventuellement, que des guerres civiles ! Mais, telle n'est pas la situation et telle elle ne sera probablement jamais. Force est d'admettre que le Maghreb ne sera pas un immense fer à repasser qui amoncellera d'unité jusqu'à la soupe du soir ! Le Maghreb se fera, (peut-être) mais dans la diversité, y compris des régimes politiques.

Tout ce que vous avancez relève d'une vue simpliste ou de la manœuvre en vue de l'échec.

Je protège du soleil, symbole des rigueurs du présent mais aussi de l'avenir, par l'ombre de ses mains, c'est-à-dire en comptant sur ses propres forces, telle nous semble être la signification du titre de votre ouvrage.

Selon vous, le Maghreb est-il en mesure de ne compter que sur ses propres forces ? Vous ne vous trompez pas. Mais c'est la leçon de la vie, des nations comme des individus : il faut d'abord compter sur soi-même. En espérant n'avoir pas à affronter l'hostilité extérieure. Or, la bienveillance est rare. Si les peuples n'ont pas une claire conscience de leurs intérêts et la claire détermination de soutenir ceux-ci, ils vivront difficilement, matériellement et moralement. Qui souhaite, au travers du monde, aujourd'hui, l'unité du Maghreb ? Personne, sinon ses fils ! L'Europe devrait l'espérer,

mais elle n'en est pas encore là dans sa prospective éclairée.

Compter sur ses propres forces n'implique pas forcément l'absence d'esprit de coopération. De l'unification des trois pays d'Afrique du Nord résulte, évidemment une coopération Sud-Sud. Cette coopération peut-elle être considérée comme prélude à une coopération avec le Nord ou en conséquence, au contraire, un paradoxe ?

On fait ce que l'on peut, et un peu plus. Le monde a tant besoin, pour sa paix relative, de coopérations qu'il faut faire avancer celles qui sont possibles et ne pas opposer la perspective d'une coopération avec le Nord à la réalité, à une coopération Nord-Sud, aussi.

Des que l'on parle des relations inter-pays ou inter-zones géographiques, d'autres s'attachent dans leurs analyses, aux rapports de force, d'autres à la coopération.

Auquel de ces concepts vous attachez-vous pour l'analyse des relations euro-arabes ?

Je m'attache aux deux aspects d'une même réalité. Prenons d'abord l'exemple des pays européens entre eux : leurs relations relèvent à la fois des rapports de force et d'un besoin de coopération, éprouvé malgré tout. Et si l'on considère l'attitude de la Communauté économique européenne, vis-à-vis de l'extérieur, on voit bien qu'elle intègre les tensions, les approximations, les négociations et une certaine prospective baillubantaine. Les classifications sont des moyens commodes pour fixer la pensée et l'ordonner. Mais elles sont un élément artificiel dans le paysage de la vie. Cessons de regarder celle-ci à travers d'un classeur !

Le dialogue euro-arabe semble dans l'impasse comment peut-on espérer déboucler cette situation ?

Ce dialogue suppose

une double conjonction européenne et arabe préalable. Dès le départ, en 1973, cette exigence n'a pas été satisfaite. On a, de surcroît, voulu embarquer dans ce dialogue toutes les fureurs politiques du moment. Alors qu'une sagesse élémentaire conseillait de s'acharner à définir une «coopération» à long terme, dans une perspective de développement. Malgré cette erreur capitale, la déclaration des Européens à Venise, en 1980, a constitué un tournant.

Aujourd'hui, les divisions arabes sont telles qu'il est vain de penser reprendre utilement ce dialogue indispensable. Il s'est émié en contacts multiples, et souvent ambigus. Notamment avec les pays du Maghreb. Le vrai dialogue commencera peut-être quand les Russes et les Américains auront cessé de s'en alarmer ou ne seront plus en mesure d'y mettre le holà. Vous voyez, je ne nie pas les rapports de force.

Que pensez-vous de la rencontre du 21 Juillet 1986, à Ifrane, entre le souverain marocain le roi Hassan II et le Premier ministre israélien Shimon Peres ?

Quelles peuvent être les conséquences, dans le court et le long terme, pour les relations inter-arabes d'une part, et pour la résolution du conflit arabo-israélien d'autre part ?

Oh ! ne courons pas tout de suite aux conclusions ! Cet été 1986, en recevant le Premier ministre israélien, le roi du Maroc, avec courtoisie, a fait constater les réalités, c'est-à-dire la vanité d'un combat verbal avec un adversaire incommode, et a posé, les vraies questions à un interlocuteur enfin présent. Israël veut-il la paix ? Respectera-t-il les Palestiniens ? Cette technique de l'électrochoc a ses avantages et ses limites. Les avantages : les vraies questions sont posées, et directement. Les limites : les patients doivent s'y soumettre. Comme on dit, «n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre !» Du moins, rien n'est plus comme avant et il sera difficile de ruser, désormais, en faisant semblant d'agir ou d'honorer